

CONFERENCE DE ROBERT CASTEL « LA MONTEE DES INCERTITUDES »

Aujourd'hui, il existe un fort sentiment d'incertitude face à l'avenir. C'est une caractéristique centrale de la situation sociale actuelle : l'avenir est porteur de menaces. Je vous propose quelques éléments pour comprendre comment et pourquoi on en est arrivé là. Je vais dessiner les lignes de cette grande transformation qui a affectée ces dernières décennies. Transformations qui ont des incidences directes sur la pratique du travail social.

Voici le cadre général :

Jusqu'aux années 70, en France, en Europe, tous pensaient que demain serait meilleur. Nous étions inscrits dans une dynamique de progrès économique et social depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le développement économique avait permis le triplement de la productivité, des revenus salariés, de la consommation. Le droit du travail progressait, ainsi que la stabilité du travail, c'était la période du quasi plein emploi. Nous étions engagés dans cette dynamique du progrès. Aujourd'hui, les 3 /4 des français pensent que la situation de leurs enfants risque d'être inférieure à la leur. Ce qui est vérifié : pour les personnes de 30 ans, la mobilité est aujourd'hui descendante. Nous assistons à un bouleversement de nos possibilités de transformer l'avenir. Ce qui provoque un changement en profondeur des rapports sociaux identiques à la venue du capitalisme industriel du XIX ème. C'est la sortie du capitalisme et de ses modes de régulation, nous sommes à un passage d'un nouveau régime plus agressif sous l'hégémonie du capitalisme financier international.

Les grandes transformations affectent tous les secteurs de la vie sociale :

Transformation de l'organisation du travail (dérégulation du statu de l'emploi).
Montée de l'insécurité sociale.
Transformation du statut de l'individu du fait du nombre croissant d'invalidations sociales.

Le Travail comme épiceentre des transformations.

Le capitalisme industriel a commencé à s'implanter d'une manière très sauvage (époque des prolétaires misérables, méprisés, où l'insécurité sociale était totale). Il a fallu un siècle de lutte, de négociations, de compromis pour permettre un équilibre entre les intérêts du marché (la compétitivité) et les intérêts du monde du travail. Les salariés se résignent à la subordination salariale et bénéficient en contrepartie de protections (assurances maladie, droit au chômage, à la retraite). Il persiste beaucoup d'injustices et d'inégalités mais la grande majorité bénéficie de conditions sociales stables. Ce n'est pas la révolution, plutôt une réponse réformiste. Il existe une véritable différence de nature dans la condition du prolétaire misérable du XIX ème et l'individu citoyen à part entière du XXème qui a des ressources et des droits. Le Quart Monde est considéré comme un ilot résiduel qui devrait progressivement se résorber avec la poursuite du développement.

Peu à peu le statut de l'emploi se fissure et avec lui les protections (chômage de masse et la précarisation du travail sont les deux grandes caractéristiques nouvelles) Le socle sur lequel s'étaient construites les protections de la société salariale tend à se dissoudre. Le nouveau capitalisme est incapable d'assurer le plein emploi (10% de chômage aux états unis, en Europe, multiplication d'activités en de ça de l'emploi, mal rémunérées, mal protégées) Aujourd'hui, nous devons répondre à une injonction : « Il faut que tout le monde travail » sinon ce sont de mauvais pauvres, des assistés qui vivent au crochet de la France qui se lève tôt. Il ne faut donc pas être regardant sur les conditions de travail. C'est l'époque de la dérégulation, la précarisation, du travailleur pauvre.

Le travail a une incidence directe sur le régime des protections sociales.

Ces protections sont construites sur la base du travail stable. Les cotisations patronales et salariales couvrent les travailleurs contre les principaux risques sociaux.

Ces protections sont affectées dans leur financement par le chômage de masse et la précarisation (un nombre limité de cotisants finance une majorité d'inactifs ou de travailleurs précaires). Elles sont également affectées dans leur structure même. Un nombre croissant de personnes ne peut plus bénéficier de protections. Se dessine un autre type de protection qui obéit à la logique des minima sociaux. Mesures qui se développent autour des politiques d'insertion (traitement social du chômage, lutte contre la pauvreté et l'exclusion). Ces protections sont inférieures à celles qui sont construites à partir du travail. Elles ne sont pas inconditionnelles, elles sont accordées à condition que les bénéficiaires fassent preuve qu'ils sont dans le manque. Ce qui produit un effet stigmatisant. Ce sont des protections médiocres, elles construisent des situations bâtarde. L'exemple du RSA, qui vise à encourager la remise au travail avec une promesse d'un travail rétribué mais qui ne permettra pas de subvenir à ses besoins. Souvent le travail proposé est médiocre, très partiel, les travailleurs deviennent précaires, ils doivent pour survivre bénéficier de l'argent public. Les frontières entre travail et assistance se brouillent, on peut être partiellement un travailleur et un assisté. C'est le risque d'une institutionnalisation de la précarité, qui encourage les employeurs à proposer des petits boulots, des petits salaires, puisqu'il y a le complément du RSA. C'est une régression dans le régime du travail qui s'accomplissait dans le statu de l'emploi, régression du régime des protections inconditionnelles.

Le statut d'individu

La dégradation du travail, des protections, entraîne une dégradation des individus, de la capacité à exercer ses responsabilités dans la société. Pour pouvoir se conduire comme un individu, il faut des supports, des conditions. L'individu moderne, pour être affranchi du besoin, du manque a eu besoin de devenir propriétaire. Ceux qui étaient en dehors de la propriété n'avaient pas le statut d'individus. Les prolétaires misérables ont acquis le statut d'individus quand ils ont conquis des droits pour être affranchis du besoin. C'est de la solidité du statut de

l'emploi que le travail tirait l'essentiel de ses ressources. Lorsque le socle s'effrite, l'individu peut se retrouver invalidé. Ce que le chômeur perd avec ses ressources, c'est son identité sociale. Le travail intermittent, partiel n'est plus ce socle à partir duquel on peut construire sa vie sociale, ce qui entraîne le développement du précarité. La précarité n'est plus une situation provisoire, elle peut devenir une condition, une strate de la division du travail, un infra salariat. Qu'est ce que s'est qu'être un individu dans ces conditions ? L'injonction d'être un individu est communément partagée dans notre société (célébration de l'individu, sens des responsabilités, goût de l'entreprise, esprit d'initiative... est le noyau de l'idéologie libérale, valeur de référence de notre société). Mais pour certains, les ressources font défaut pour réaliser cette aspiration. Ils sont condamnés à vivre dans l'incertitude des lendemains. Situations de plus en plus nombreuses où ce n'est plus possible d'être un individu libre et responsable. Ce qui invalide, déqualifie les individus.

(...)

La crise financière de 2008, c'est la crise de la finance internationale (folie spéculative des banques) Pour comprendre ce qui là rendue possible, il faut remonter en amont, à la crise des années 70. Avec l'affaiblissement des régulations sociales qui étaient parvenues auparavant à imposer des limites au marché, les privilèges archaïques laissent aujourd'hui jouer la concurrence, la dérégulation... La dégradation du compromis social avec le capitalisme industriel est irréversible. Le capitalisme financier est profondément pervers, il a provoqué la déstabilisation du marché du travail, la marchandisation du travail.

Si l'avenir est incertain, ça veut dire que le pire n'est pas certain....

Serait-il possible d'élaborer une sorte de nouveau compromis social et chercher un équilibre entre les exigences du marché et des droits, des protections. Concilier nécessité de mobilité et sécurité, trouver des formules pour lutter contre la précarité en essayant d'assurer des sécurités dans le parcours professionnel par ex. Il faut transférer des droits qui étaient attachés au statut de l'emploi à la personne du travailleur.

Il faut réaffirmer l'importance du droit, le droit à être reconnu pour toute personne en difficulté. La tendance de plus en plus dominante, dans le champ des interventions sociales, c'est l'activation des dépenses. On entre dans une logique de la contrepartie à l'égard des bénéficiaires. On ne doit pas dépenser inconditionnellement les aides mais impliquer les bénéficiaires. C'est le risque de demander trop à des gens qui sont des situations très difficiles avec très peu de ressource. On demande de faire un projet... on ne demande pas ça tous les jours à tout le monde, c'est aléatoire. On le demande plus à ceux qui ont moins. Il faut reconnaître des droits inconditionnels à des personnes en situation difficile. Ne pas les inscrire dans une logique marchande du donnant /donnant. Il doit y avoir une logique du droit et non une logique marchande de la contrepartie. Une inconditionnalité des droits fondamentaux : droit aux soins, à un minimum de ressources, au logement. C'est un minimum d'exigences incompressibles. L'accès à la sécurité sociale garantie pour rester un individu à part entière dans notre société.

Pour sortir de cette tendance dominante à la marchandisation, il y a des choses qui ne se vendent pas.

DISCUSSION

Le public

Vous avez beaucoup mis l'accent sur l'emploi alors que nous sommes dans une période où l'emploi n'est pas accessible pour tous. La notion de ressource minimum, est ce que c'est ce que chacun souhaite uniquement pour avoir un statut de citoyen ?

Robert CASTEL

Le travail ça demeure un front principal c'est dans le rapport au travail que se joue encore le destin des gens.

Le public

Il n'y a de société que s'il y a de l'inconditionnalité, « société de semblables »

Robert CASTEL

C'est la définition de la démocratie, qui n'est pas nécessairement une société de stricte égalité. C'est d'ailleurs peut être un mythe dangereux (ex. des sociétés socialistes totalitaires). Il existe des niveaux de différenciation, il faut en face des protections, pour que tous les citoyens aient des protections de base, pour être « semblables ». Une société où nul ne serait exclu par l'affirmation de ces droits

Le public

Sur la question de la protection des parcours professionnels, ces dispositifs accompagnent l'évolution du capitalisme débridé. Comment penser des espaces de transformation sociale dans cette évolution ? Il existe des initiatives, des expériences localisées où les salariés rachètent leur entreprise. Est-ce qu'on est condamné à penser des protections sociales ou peut on penser des modèles sociétaux moins antagonistes entre la protection des uns et l'enrichissement des autres ?

Robert CASTEL

Les expériences locales ne peuvent pas se présenter comme des alternatives globales, elles se développent à la périphérie, dans les interstices du marché. Il faut prendre au sérieux le marché, il sera là demain. Il prend de plus en plus de place. Le problème que nous avons à affronter, c'est de ne pas le laisser tout bouffer. Il faut essayer de domestiquer le marché. Moraliser le marché, c'est un non sens, il marche au profit. Il faut l'encadrer par des droits et des régulations sociales.

Le public

L'injonction d'être un individu, c'est l'injonction à être consommateur. On a vécu un changement idéologique, on a remplacé l'état providence par un appel à la charité, manière d'accepter cette précarité dite inévitable. (Pas noté la réponse)

Le public

Le travailleur qui devient « opérateur », on lui demande d'être performant, d'être capable d'assumer les changements par rapport au mode de production de plus en plus sophistiqué. Est-ce qu'il peut être performant si on le pressurise en permanence ? S'il n'a pas un certain lot de sécurité, de protection ? 17% des personnes ne se font plus soignées, on a marchandisé la santé. (Pas noté de réponse).

Le public

Intérêt d'un revenu suffisant pour vivre qui redonne à la personne sa dignité, qui lui permet de subvenir à ses besoins. Le travail n'est pas disponible pour tous, la personne ne peut pas être réduite à son statut de travailleur, elle a besoin d'être partie prenante de la vie de la cité. Notre responsabilité de travailleurs sociaux c'est de permettre à chacun de pouvoir avoir prise avec la réalité et de sortir ainsi de son isolement. L'expérience du Développement Social Local repose sur différents principes : que les personnes sont capables de résoudre les problèmes auxquelles elles sont confrontées, de leur nécessaire implication à la vie de la cité, et que face à la montée de la pauvreté et de la précarité, le collectif est un impératif.

Robert CASTEL

La force du collectif qui protège ou qui protégeait les travailleurs, les conventions collectives où ce n'est plus l'individu isolé qui se fait avoir. Nous sommes dans une dynamique de décollectivatisation, où l'individu risque de s'enfoncer dans l'anomie. Nécessité de nouvelles instances collectives qui peuvent être une porte de sortie de ces caractères négatifs de la décollectivatisation. Aujourd'hui peu de dynamique collective du mécontentement, il faut trouver sa force d'expression collective.

Le public

Les travailleurs sociaux face à des individus qui ont perdu leur identité/ les travailleurs sociaux qui travaillent au sein d'institutions très instables, confrontés à l'insécurité dans leur propre travail, dans une société dont les fondements se sont écroulés. Comment peuvent-ils faire pour accompagner les personnes en demande d'aide?

Robert CASTEL

On ne sauve pas le monde par des analyses. La sociologie, c'est l'art du diagnostique, c'est essayer de comprendre la manière dont se posent les problèmes et pourquoi ils se posent. Un diagnostique n'a jamais suffi à sauver un malade.

Un processus de rééquilibrage c'est notamment le partage du travail. La réduction du temps de travail a eu une fonction profondément libératrice. Nous avons eu le discours sur la fin du travail (discours imbécile). Aujourd'hui nous avons un discours de surdétermination du travail. Une campagne hystérique a eu lieu contre la loi Aubry « La France ne doit pas être un parc de loisir ».

Nous assistons aux effets néfastes du chantage au travail avec le risque pour travailler d'accepter n'importe quelles conditions. La défense du travail est essentielle comme socle pour les droits, l'intégration sociale. Mais il y a travail et travail, il faut défendre un travail qui assure un minimum de dignité et non une nouvelle forme d'exploitation.

